

Dossier

ANALYSE

VERALLIA, UN CAS D'ÉCOLE



Avec une augmentation de 24 % de son bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements en 2021, Verallia est l'illustration même d'une gestion purement financière à court terme, où les salariés, leur santé, leurs conditions de vie et de travail, leur protection sociale ne sont que la variable d'ajustement des profits de quelques privilégiés.

V

erallia se porte bien, très bien même. Pourtant, en février-mars 2022, le verrier a connu la plus importante grève de ces dernières décennies, laquelle s'est étalée sur cinq semaines et la totalité de ses sites. Deux chiffres sont à mettre en parallèle pour l'expliquer : d'un côté une croissance de 24 % de son bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements en 2021 et, de l'autre, la proposition de la direction au cours des NAO (négociations annuelles obligatoires) d'une augmentation de 1,85 %, tandis que la CGT exigeait 3,7 %. En plus de cette proposition d'augmentation bien en deçà de l'inflation, la direction entendait remettre en cause les mutuelles de sites pour leur substituer une mutuelle de groupe. Or, les mutuelles historiques avaient la particularité d'être gérées par les salariés eux-mêmes et d'être aussi bien plus avantageuses. Ainsi, selon les calculs

des syndicalistes, les retraités auraient dû payer au prix fort (40 euros par personne et par mois) le maintien de leurs droits. Il s'en est donc suivi de nombreuses actions et rassemblements avec, y compris, le renfort de retraités très remontés.

PROFITEUR DE CRISE

Cette gestion qui ne fait pas grand cas de la dimension sociale remonte à 2015. À l'époque, Saint-Gobain vend Verallia au fonds américain Apollo Global Management, qui met alors en œuvre son triptyque : dégraisser, se désengager et encaisser.

2015

Saint-Gobain vend Verallia au fonds américain Apollo Global Management, qui met alors en œuvre son triptyque : dégraisser, se désengager et encaisser.

© RÉMY GABALDA/AFP



Quand il rachète des entreprises industrielles en difficulté, c'est pour mettre en œuvre son triptyque : dégraisser, se désengager et encaisser. Leon Black, cofondateur d'Apollo ne s'en cache d'ailleurs pas lorsqu'il déclare en 2020 : « *C'est pendant les récessions que nous avons gagné le plus d'argent.* » Avec la vente à Apollo, la CGT perçoit le danger de potentiels ravages sur l'emploi et entend se prémunir contre ce « *fonds vautour* ». Dans un premier temps, le syndicat en appelle à l'État et réussit à obtenir de la Banque publique d'investissement (BPI) qu'elle monte au capital à hauteur de 10%. La BPI, c'est l'argent de l'État, et les salariés en espéraient donc une gestion conforme à l'intérêt général. Mais très vite, ils déchantent. « *Nous avons pensé que la BPI aurait été un garant. Or, en juin 2020, ses représentants ont voté les licenciements, la fermeture du four de Cognac et empoché sept millions d'euros de dividendes* », se souvient,

amer, Dominique Spinali, délégué syndical central CGT de Verallia. Mohammed Oussedik, le secrétaire général de la Fédération CGT verre et céramique, lui, s'insurge : « *Il y a un désintérêt de l'action de la BPI de la part de l'État, qui non seulement ne contrôle pas mais encourage même la prise de dividendes.* »

SANTÉ DÉGRADÉE

Si la santé financière de Verallia n'a cessé de s'améliorer durant la période où le groupe était la propriété du fonds américain Apollo Global Management

LABEUR

Exposition à la chaleur des fours, au bruit, aux fumées de graissage, horaires en 5x8... Le travail en verrerie compte partie les métiers les plus pénibles.



– qui a tout récemment cédé ses parts –, on ne saurait dire la même chose de celle des salariés. En octobre 2018, un salarié de Verallia de Chalon-sur-Saône s’est suicidé. Dans la foulée, 84 salariés ont fait usage de leur droit de retrait entraînant des arrêts de production durant plusieurs jours. L’employeur considérant qu’il s’agissait d’un usage abusif du droit de retrait, il les a convoqués au tribunal de Chalon-sur-Saône, le 8 septembre 2021. Voici ce qu’en disait alors l’avocat des salariés, Maître Ralph Blindauer : « *C’est une entreprise où il y a eu douze suicides ou tentatives de suicide au cours des douze dernières années. Les conditions de travail sont épouvantables depuis que le fonds Apollo a repris Verallia à Saint-Gobain. Avec Saint-Gobain, il y avait quand même un certain nombre d’accords favorables aux salariés. Mais, après le rachat, ils ont tous été remis en cause, c’est la chasse aux syndicalistes, on taille dans les effectifs en ayant l’objectif de produire plus de bouteilles avec moins de monde. Ils poussent vers la sortie tous ceux qui sont affaiblis par les conditions de travail et ceci a créé une ambiance catastrophique.* » Depuis octobre 2018, deux autres tentatives de suicide ont été répertoriées parmi les salariés de la verrerie de Cognac.

SALARIÉS EN DANGER

Le travail du verre fait partie des métiers parmi les plus pénibles qui soient : exposition à la chaleur des fours, au bruit, aux fumées de graissage. Les fours ne peuvent être éteints sans longs processus de redémarrage, ce qui occasionne le travail en 5 x 8 heures avec du monde en permanence à l’usine et des temps de repos décalés. La crise du Covid n’a pas entamé cette exigence d’un travail 365 jours sur 365 et 24 heures sur 24. Travaillant pour l’alimentaire, et donc considérés comme d’importance vitale, les salariés ont dû poursuivre leur besogne sans interruption pendant toute la crise sanitaire. De plus, les accidents sont fréquents dans le verre. L’un d’entre eux s’est produit à Chalon-sur-Saône, le 16 juillet 2019. Ce jour-là, l’incendie d’un four a endommagé la toiture d’un bâtiment et occasionné une pollution à l’amiante dans les ateliers. Pourtant, la direction a ordonné

la poursuite du travail. Trois délégués CGT qui ont dénoncé et démontré cette pollution au moyen d’analyses ont été mis à pied et traînés devant les tribunaux début 2020...

LUTTE HISTORIQUE

C’est dans ce contexte, après deux ans de Covid, dans la continuité de ces grandes luttes pour l’emploi, les conditions de travail et les libertés syndicales que les salariés ont relevé la tête en février-mars 2022. Nous sommes en pleine campagne présidentielle et la guerre en Ukraine finit d’occulter toute actualité sociale. Pourtant, à Verallia, le bras de fer et la mobilisation sont historiques. Durant plusieurs semaines, la direction refuse de dialoguer et se permet même de répondre à la grève par la menace d’annulation d’investissements déjà annoncés à Cognac et Chalon-sur-Saône. L’invasion russe et la fermeture du site Verallia de Zorya (en Ukraine) ont peut-être joué un rôle dans la suite des événements. On ne saurait dire dans quelle mesure, puisque les informations sur les délocalisations ne sont guère transparentes. Toujours est-il qu’in fine, le rapport de force imposé par les salariés a contraint la direction à s’asseoir autour de la table pour négocier. Le 16 mars 2022, les salariés ont obtenu un rattrapage de hausse des salaires de 1,85 % à partir de janvier 2022, à laquelle s’ajouteront 3,3 %, voire 4 %, au 1^{er} juillet 2022. « *Cela correspond à une augmentation de 90 euros par mois pour un salaire moyen. Et les primes de*



© SÉBASTIEN ORTOLA/REA

CYNISME

Le 12 juin 2020, Verallia annonçait 130 licenciements sur les six usines du groupe situées en France, dont environ 80 sur le seul site de Cognac. Deux jours avant, l’entreprise aurait décidé de verser à ses actionnaires 100 millions d’euros de dividendes...

« C'EST LA CHASSE AUX SYNDICALISTES, ON TAILLE DANS LES EFFECTIFS EN AYANT L'OBJECTIF DE PRODUIRE PLUS DE BOUTEILLES AVEC MOINS DE MONDE. »

ME RALPH BLINDAUER, AVOCAT DES SALARIÉS, EN SEPTEMBRE 2021

vacances et de fin d'année prendront ces augmentations aussi», précise Dominique Spinali. À cela s'ajoutent des revalorisations de primes d'ancienneté et la prise en charge de la mutuelle par la direction à hauteur de 70%. Si la santé financière est l'unique préoccupation du capital, seuls les travailleurs peuvent s'occuper de leur propre santé.

GESTION PUREMENT FINANCIÈRE

Le groupe verrier s'avère ainsi tout aussi opportuniste que les autres grands groupes industriels qui ont vu dans la crise sanitaire une aubaine pour accélérer leurs stratégies de restructurations, de délocalisations, de suppressions d'emplois et de financiarisation. Durant les deux années de pandémie que nous venons de traverser, nombre d'entre eux – qu'il s'agisse du verre, de l'automobile, de l'aéronautique, de la chimie ou autre – n'ont cessé de pleurer misère. Leur but : s'engouffrer dans la captation des aides publiques, ajoutant aux mannes du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et du crédit d'impôt recherche (CIR) celle du chômage partiel relatif au « quoi qu'il en coûte ». À son échelle, Verallia compte quelque 2500 salariés répartis sur sept sites en France. Sur le seul site de Cognac, 80 postes ont donc été supprimés en 2020 où l'un des trois fours a été fermé. Et en tout, 230 emplois ont disparu cette année-là. Tout ceci avant que le groupe ne se retrouve en déficit de main-d'œuvre qualifiée quelques mois plus tard, au point de recréer 110 postes en 2021 ! Or, avec une augmentation de 24% de son bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements en 2021, Verallia est l'illustration même de cette gestion purement financière à

court terme, celle où les salariés, leur santé, leurs conditions de vie et de travail, leur protection sociale ne sont que la variable d'ajustement des profits de quelques privilégiés.

SACRIFICES ET PROFITS

Bastien Larcher, expert en économie au cabinet Actice et auteur d'une récente étude sur le secteur verre et céramique resitue le contexte général dans lequel évolue Verallia : « Dans l'avant-Covid, la croissance 2017-2019 approchait les 2%, ce qui était déjà assez intéressant. Avec le Covid, le PIB a enregistré une baisse de 8% en 2020. Mais dès 2021, le rebond est de 7%. Et pour début 2022, avant impact de la guerre en Ukraine, elle continuait de croître de + 3,5%... Certes, l'ensemble des secteurs et l'emploi dans toutes les industries n'ont pas été touchés de la même



QUAND LA CGT S'EN MÊLE

AFIN D'ANTICIPER LES ÉVOLUTIONS de l'entreprise, la CGT Verallia maintient la pression depuis des années en étant force de proposition sur le terrain industriel. En 2017, la coordination CGT Verallia et la Fédération CGT verre et céramique ont même surpris en élaborant un projet de mise en bourse socialement et écologiquement responsable appelé « Jéroboam ». Le projet économique et industriel a été travaillé avec l'appui technique de l'avocat Christophe Clerc et du cabinet New Code. « La seule réponse que nous ayons reçue de Verallia et d'Apollo a été : "Votre projet est intéressant, mais on ne veut pas travailler avec la CGT." », rapporte Dominique Spinali, délégué syndical central CGT de Verallia. Idem de la part du gouvernement qui n'a jamais donné suite aux interpellations sur ces propositions. L'amertume est

d'autant plus grande qu'Emmanuel Macron était venu en personne vanter le modèle social de Verallia lors d'une visite à la verrerie d'Albi (81) entre les deux tours de la présidentielle de 2017. Le président affirmait alors que la BPI serait un garant et s'est par la suite fait le chevalier blanc des relocalisations. Paroles, paroles... La suite est connue. En 2020, alors qu'Apollo s'était déjà désengagé à hauteur de 50% de ses parts, suppressions d'emplois et délocalisations se sont succédé.

La CGT les a combattues, en s'adressant notamment à tous les clients de Verallia et aux vignerons pour dénoncer cette aberration sociale, économique et écologique de bouteilles produites bien loin de leurs vignes. Et de les inviter à exiger la traçabilité puisque, aujourd'hui, 34% des bouteilles utilisées en France sont importées. R.F.

manière mais, tendanciellement, l'économie française et les profits se portent bien et même mieux qu'en 2019.» Et de conclure qu'à ce jour, «la crise sanitaire est déjà quasiment effacée». Reste l'inconnue du conflit russo-ukrainien qui obscurcit la visibilité sur la situation économique que nous vivons à moyen terme. Les impacts en seront certainement très contrastés selon les secteurs et les entreprises, le renchérissement du coût de l'énergie, s'additionnant à la hausse programmée des prix des quotas de CO₂, aura des effets dans de nombreux secteurs industriels, dont le verre. D'aucuns distillent déjà le message qu'il faut s'attendre à des jours noirs, très noirs, qu'il faudra travailler plus, toujours plus, et au moins jusqu'à 65 ans... Et pourtant, force est de constater qu'un mois après le déclenchement de cette crise, le CAC 40 battait un nouveau record hallucinant avec 160 milliards d'euros de profits réalisés.

PATRONS VAUTOUR OU BARBARE

À l'échelle du groupe, le PDG de Verallia Monde, Michel Giannuzzi, n'est pas en reste pour ce qui est des profits : «Monsieur Giannuzzi est arrivé en 2017 avec 500 000 euros de salaire annuel. Aujourd'hui, il ose sans honte s'octroyer 1,1 million d'euros par an. À ceci s'ajoutent des dividendes très conséquents, puisqu'il détient, à lui seul, 2,5% des actions Verallia!» décrypte Dominique Spinali. Et dans le domaine du dialogue social, Giannuzzi sait pouvoir compter sur son bras armé, le Directeur de Verallia France. Celui-ci n'est autre qu'Olivier Rousseau,

« CHEZ VERALLIA, NOUS ASSISTONS À UN CAS TYPIQUE OÙ CE SONT LES CRITÈRES FINANCIERS À TRÈS COURT TERME QUI RÉGISSENT LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE. »

MOHAMMED OUSSEDIK,

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION CGT VERRE ET CÉRAMIQUE

l'ancien dirigeant de Goodyear Amiens, l'artisan du plan social qui a dévasté la Somme avec 1 300 suppressions d'emplois. En arrivant chez Verallia, l'homme a été à la hauteur de son exécration réputation. «C'est un barbare qui ne veut pas parler avec la CGT», commente un syndicaliste qui a eu affaire à lui. Mais au-delà de son inaptitude au dialogue social, se greffe une vision de la gestion d'entreprise qui semble, elle aussi, tout aussi délicate qu'un char d'assaut : «Dès le début, il a annoncé son intention de se séparer des clients qui ne généraient pas une marge d'au moins 17%!» «Chez Verallia, nous assistons à un cas typique où ce sont les critères financiers à très court terme qui régissent la politique économique et industrielle», conclut Mohammed Oussedik.

RÉGIS FRUTIER